Le pouvoir des marchés financiers

Autor(en): **Kappeler, Beat**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **32 (1995)**

Heft 1230

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1015653

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'INVITÉ DE DP

Le pouvoir des marchés financiers

BEAT KAPPELER
économiste et journaliste indépendant

J'ai bien aimé l'annonce faite par l'Union de banques suisses à l'intention des investisseurs. Dans cette publicité pour de nouvelles options sur devises la grande banque établit un arbre de décision purement logique. «Attendez-vous une réalisation de l'Union monétaire selon programme – oui/retardée?» Si retardée, «Comment évoluera la politique monétaire de la France – franc fort/franc indépendant?» Si l'on opte pour le franc fort, on achète des «call-warrants» sur le franc français pour 23.50 francs suisses, si par contre on tient le franc indépendant pour la variante la plus probable, on achète des «put-warrants» pour le même prix. On mise ainsi sur une chute de la devise française.

Le cas de la France

Voilà un raisonnement clair que des politiciens comme Chirac et Juppé ne sont pas capables de faire. Et c'est pourquoi, depuis deux semaines, on assiste à une mise en examen cruelle et publique de leur politique par les marchés financiers et par leur logique. «Le mur de l'argent» tant décrié par la gauche française se dresse soudainement contre un gouvernement de droite. Les investisseurs punissent ainsi l'échec des politiques contradictoires promises pendant la campagne présidentielle – baisse des impôts, budget équilibré, augmentation des salaires.

Cette fois les politiciens n'ont plus aucune excuse. La gauche de 1981 avait servi le champagne à tout le monde, mais la méfiance des marchés financiers l'avait vite contrainte à la dévaluation. L'inexpérience et l'embarras des dirigeants de l'époque, Mitterrand en tête, ressortent bien du premier tome de *Verbatim* de Jacques Attali.

Une logique implacable

Quinze ans plus tard, on sait très bien que les marchés financiers sont liés à travers le monde, que leurs acteurs disposent de capacités d'analyse et de prévision souvent supérieures à celles des gouvernements parce que moins complaisantes. Mais surtout, les acteurs des marchés financiers agissent. Ils ont agi contre l'obsolescence du système monétaire européen en 1992 quand les gouvernements ne voulaient pas reconnaître qu'après 13 ans les poids respectifs des pays-membres avaient changé. Ils ont agi contre le financement démesuré des échéances par un endettement à court terme au Mexique; ils ont fait grimper les taux d'intérêts en Suède parce que le gouvernement ne se montrait pas capable de maîtriser le déficit budgétaire et ils retirent leurs capitaux même de l'Allemagne qui, soudain, donne des signaux contradictoires sur son attitude dans la future Union monétaire.

Donc Chirac et Juppé savaient. Mais ils ont préféré dépenser leur capital de popularité à Mururoa, alors qu'ils auraient pu l'appliquer en politique intérieure, faire un bilan de la présidence héritée, s'en déclarer catastrophés et inaugurer la politique de réalisme dont la France a besoin, si elle veut maintenir le franc et entrer dans l'Union monétaire de pair avec l'Allemagne.

Le capital des épargnants

Au lieu de cela, ils ont fait la démonstration de l'inanité du volontarisme des politiciens. Les nations ne sont plus totalement autonomes, il faut composer avec les détenteurs de capital. Cela peut paraître révoltant, mais qui sont ces détenteurs de capital? Les vrais joueurs, qui arrivent à bousculer les flux et les taux, sont les «institutionnels», les assurances, caisses de retraites, fonds d'investissements. Non des millionnaires, mais des gens mandatés par nous tous, épargnants et assurés. Le peuple réussit par ce biais à contrôler les gouvernements qui politiquement lui échappent. Le réalisme de la fiscalité, la cohérence des politiques budgétaires, monétaires et sociales sont ainsi testés. Les réponses démagogiques ou évasives, les atermoiements des politiciens aux abois ne comptent plus. Le trucage des comptes, les velléités inflationnistes, bref chaque tentative de tromper le peuple est déjouée par les marchés financiers. La limitation de la toute-puissance de l'Etat national n'est autre que la limitation du pouvoir abusif des gouvernants.

Gouvernements irresponsables

Les gouvernements de la France jusqu'en 1991, les dirigeants suédois et italiens pendant l'après-guerre ont constamment outrepassé les limites d'une bonne gestion et se sont réfugiés dans les déficits et l'inflation. Et tout aussi régulièrement ils ont dévalué pour effacer l'ardoise. Dans ces pays, les petites gens ont été privés pendant 40 ans de la possibilité de faire des économies dignes de ce nom, alors que les gros industriels, les Wallenberg, l'oligarchie italienne se portent à merveille. La prépondérance des marchés financiers internationaux sur la gestion financière des Etats contrôle le pouvoir discrétionnaire des politiciens mieux qu'une cour d'appel. Les règles de ce contrôle sont tout simplement l'efficience, la prévisibilité, la cohérence, le rendement et la sécurité des avoirs des épargnants.

Vous prenez un petit put-warrant contre le franc français, juste pour contrôler Juppé? Mieux, votre caisse de pension l'a déjà fait pour vous. ■